

Nous voici réunis pour un CDEN qui doit examiner la répartition des moyens alloués aux établissements pour la rentrée 2024. La situation de l'Éducation nationale se dégrade et le sentiment d'être au bord du précipice se fait de plus en plus fort. Les conditions de rentrée 2024 ne peuvent que nous faire réagir et nous inquiéter.

L'année 2024 aura remis dans le débat public la place de l'École privée en France, trop souvent tue depuis 1984. La FSU s'est toujours opposée au dualisme scolaire et à toutes les tentatives d'affaiblir le service public d'Éducation au profit du secteur privé. Elle réaffirme son exigence que les fonds publics ne financent que les écoles et établissements publics. Pour rappel, le privé sous contrat coûte chaque année à l'État 9 milliards d'euros, auxquels il faut ajouter les subventions des collectivités territoriales. Les collèges aux indices de position sociale (IPS) les plus faibles sont publics ; ceux aux IPS les plus élevés sont privés. Le privé favorise donc la fragmentation sociale, scolaire et territoriale. À l'heure où l'École se voit sans cesse sommée d'accomplir la prouesse de réparer tous les maux dont souffre la société, la mixité sociale trouve de moins en moins de traduction dans nos établissements. Et ce, alors que ses effets positifs sur les apprentissages ne sont plus à démontrer.

Dans la droite lignée du président, le premier Ministre accumule les annonces exaltant l'autorité, un totem macroniste qui serait une réponse aux maux de notre société, mais une réponse totalement illusoire et insatisfaisante. L'uniforme et le Service National Universel, tous deux combattus par notre fédération syndicale, ne peuvent être des réponses sérieuses aux problèmes dont souffre l'École. Le « choc des savoirs », énième déclinaison violente des annonces de l'exécutif, ne nous inspire rien de bon : ce projet est d'abord et avant tout un projet politique destiné à garder les bons élèves entre eux et les mauvais entre eux.

Dans le primaire, la fermeture annoncée de 38 postes est un choc pour l'ensemble de la profession. En deux ans, ce sont 83 postes qui ont fermé. Consciente de la baisse démographique dans le département, la FSU 88 continue et continuera de porter une solution alternative à la fermeture des classes : le ministère devrait profiter de cette baisse démographique pour améliorer les conditions d'accueil des élèves, et de travail des enseignant·es, en diminuant le nombre d'élèves par classe. L'ambition inclusive de l'école que porte la FSU demande justement des moyens humains ambitieux (RASED, enseignant·es spécialisé·es formé·es, PSY, plus de maîtres que de classes,...) pour permettre le droit à la compensation des élèves. Le nombre d'élèves notifié·es d'une compensation mais en attente de sa mise en place augmente inexorablement et est la source de souffrances de toute la communauté éducative. Le non remplacement est un autre fait hors des radars statistiques mais qui est très présent en cette période dans les Vosges et dégrade les conditions d'apprentissage.

Les graphiques présentés par Madame la DASEN à l'ensemble des maires des Vosges laissent croire que notre département sera dépeuplé d'ici quelques années. Ils illustrent surtout qu'on peut faire dire bien des choses aux chiffres, selon l'échelle choisie. Ainsi, une classe de 24 élèves en simple niveau et une classe de 24 élèves dans une école rurale en triple voire quadruple niveau n'ont pas grand-chose en commun tant au niveau des conditions de travail que des conditions d'apprentissage. La FSU 88 n'oublie pas que lors du dernier CDEN, nous avons établi une corrélation entre la meilleure réussite de nos élèves, et le meilleur taux d'encadrement, par rapport aux moyennes nationales.

Dans le secondaire, les tableaux de répartitions des moyens par discipline élaguent les groupes à effectif réduit en langues ou en sciences et en technologie, excluant la dimension expérimentale de ces disciplines. Pour les collègues des disciplines impactées le risque de complément de service est de plus en plus important. N'oublions pas que les conditions de travail des personnels sont aussi les conditions d'apprentissage de nos élèves.

Ce ne sont pas les fausses augmentations à coups de primes, mises en place par M. Attal qui ont fait augmenter le nombre de candidats inscrits aux concours de l'Éducation Nationale. Cette année encore, comme depuis plusieurs années maintenant, les candidat·es manquent. Non, chers parents, vos enfants n'auront pas toujours à la rentrée 2024 un·e professeur·e formé·e devant eux. Quel mépris pour nos élèves, à qui l'on renie ainsi leur droit à recevoir une éducation de qualité !

Nos établissements, dans un département où le contexte socio-économique reste fragile et où les services publics ferment les uns après les autres, demeurent de plus en plus souvent le dernier maillon de la cohésion sociale. La FSU 88 réaffirme son attachement au service public, maillage essentiel à notre société. Maintenir un service public de qualité, c'est aussi maintenir un lien de proximité entre l'État et ses citoyen·nes. C'est aussi ce lien qui évite le sentiment d'exclusion, et *in fine* la montée de l'extrême droite et la popularisation de ses thèmes réactionnaires et xénophobes.

La situation n'est pas des plus réjouissantes au lycée général et technologique qui subit toujours les conséquences du « Bac Blanquer » : la lourdeur de certains programmes des enseignements de spécialités, ainsi que la pression constante que fait peser le contrôle continu, font que l'angoisse devient prégnante chez un nombre croissant d'élèves de Première et de Terminale. Les dotations horaires globales des lycées vosgiens sont en forte baisse, avec une suppression inédite de postes, et ce alors que les classes à 35 élèves voire plus sont la norme depuis de nombreuses années déjà.

**Ces choix sont à l'opposé du projet que porte la FSU : un projet émancipateur et démocratisant pour l'école. Un projet ambitieux qui nécessite des moyens et la volonté d'une école de la réussite pour toutes et tous, avec un enseignement commun pour toute une classe d'âge, quelle que soit l'origine sociale, sans aucune discrimination public / privé.**

Le gouvernement reste sourd aux inquiétudes et aux demandes de la profession. Malgré un vote unanime contre des organisations syndicales représentatives lors du CSE présentant le « choc des savoirs », le projet reste à l'agenda. C'est la conception d'un « dialogue » social auquel nous ne voulons pas nous habituer.

Il n'est pas plus dans ses habitudes d'écouter ces mêmes revendications lorsqu'elles sont portées par les moyens d'expression pacifiques et démocratiques que sont la grève et la manifestation. Quant aux instances, elles ne donnent pas aux représentant·es des personnel·les la possibilité d'infléchir les politiques menées.

Ce matin est paru au *Journal Officiel* un décret annulant dix milliards de dépenses publiques. Le gouvernement fait le choix de faire peser l'effort sur l'écologie, les aides à l'emploi, l'enseignement supérieur et l'Éducation Nationale. Les promesses du Premier ministre, alors ministre de l'Éducation Nationale, de créer plus de 2 000 postes en automne dernier, sont bien loin. Elles sont forcément antinomiques avec les 692 millions d'euros de crédits annulés.

**Pour toutes ces raisons, nous décidons de quitter ce CDEN. Nous donnons rendez-vous à nos collègues le 8 mars pour l'égalité professionnelle et le 19 mars pour nos carrières et pour la défense de la Fonction publique.**